Parcoursup et budget de l'ESR Une vue par les données

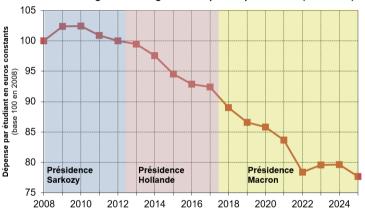
Julien Gossa Université de Strasbourg et CPESR

@JulienGossa.cpesr.fr gossa@unistra.fr

12-03-2025

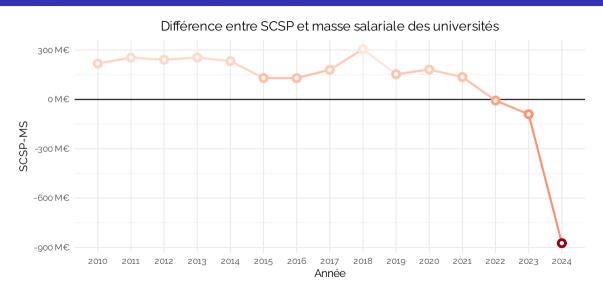
Budget : Dépense publique par étudiant

La chute du budget de l'enseignement supérieur par étudiant (2008-2025)



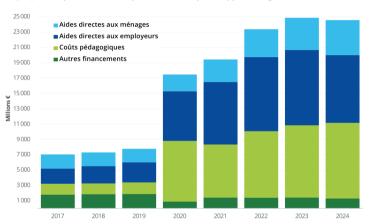
Lecture: le budget de l'enseignement supérieur par étudiant, une fois l'inflation prise en compte, a baissé de 22% entre 2012 et 2025. La baisse est de 16% depuis 2017. Données du programme budgétaire 150. Sources et séries: voir www.lucaschancel.com/etudiants (série et donées d'inflation mises à jour en janvier 2025).

Budget : Dotation vs. dépenses de personnel



Budget : L'hypothèse de la pénurie de moyens

Graphique 8. Répartition de la dépense nationale pour l'apprentissage



Dares, France Compétences, IGAS/IGF, Ministère du Budget, Unedic, calculs de l'auteur.

Cf. note tableau 1.

Source: OFCE, Apprentissage: quatre leviers pour reprendre le contrôle https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2024/OFCEpbrief135.pdf

Objectifs de la nation : Massification vs. stagnation

- 80% d'une classe d'âge au Bac
- 50% d'une classe d'âge diplômée du supérieur

Taux d'accès au Bac

Indicateur 2.2 : Taux d'accès au baccalauréat (champs public et privé)

(du point de vue du citoven)

	Unité	2022	2023	2024 (Cible PAP 2024)	2025 (Cible)	2026 (Cible)	2027 (Cible)
Total	%	79,6	79,6	83	82	83	84

Source: Projet annuel de performances PLF 2025

Objectifs de la nation : Massification vs. stagnation

Pourcentage diplômé du supérieur

Indicateur 1.1 : Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale

(du point de vue du citoven)

	Unité	2022	2023	2024 (Cible PAP 2024)	2025 (Cible)	2026 (Cible)	2027 (Cible)
Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale	%	50,7	Non connu	58	58,3	58,7	59

Source: Projet annuel de performances PLF 2025

https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2025/projet-loi-finances-les/budget-general-plf-13

$ \begin{array}{ll} \textbf{INDICATEUR} & \textbf{mission} \\ 1.1 - \text{Pourcentage} & \text{d'une classe d'âge obtenant un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale} \\ \end{array} $										
(du point de vue du citoyen)										
	Unite	2021	2022	2023 (Cible PAP 2023)	2024 (Cible)	2025 (Cibile)	2026 (Cible)			
Pourcentage d'une classe d'âge obtenant un dipôtrie de l'enseignement supérieur en formation initiale	96	57	Non connu	55	58	58,5	58,5			

Source: Projet annuel de performances PLF 2024 https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2024

Objectifs de la nation : Massification vs. stagnation

Baisse des propositions de poursuite d'étude aux néo-bacheliers.

Parcoursup

Indicateur 1.5: Admission dans l'enseignement supérieur

(du point de vue de l'usager)

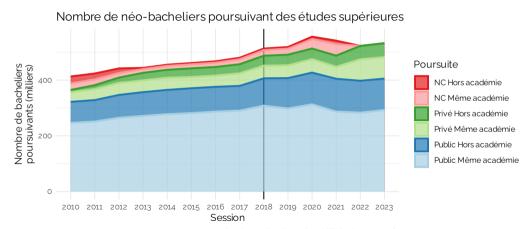
	Unité	2022	2023	2024 (Cible PAP 2024)	2025 (Cible)	2026 (Cible)	2027 (Cible)
Part des néo-bacheliers ayant obtenu au moins une proposition à la fermeture de Parcoursup	%	94,8	95	94,5	93,5	93,5	93,5

Source: Projet annuel de performances PLF 2025

https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires/exercice-2025/projet-loi-finances-les/budget-general-plf-13

Parcoursup vs. Poursuites d'études

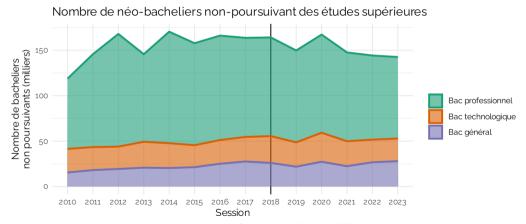
Baisse des propositions de poursuite d'étude aux néo-bacheliers ?



Julien Gossa, Camille Noûs - CPESR LO 2.0 cpesr.fr Source : SIES fr-esr-taux-poursuite-enseignement-superieur-par-academie

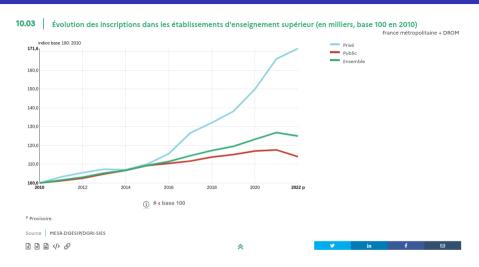
Parcoursup vs. Poursuites d'études

Baisse des propositions de poursuite d'étude aux néo-bacheliers ?



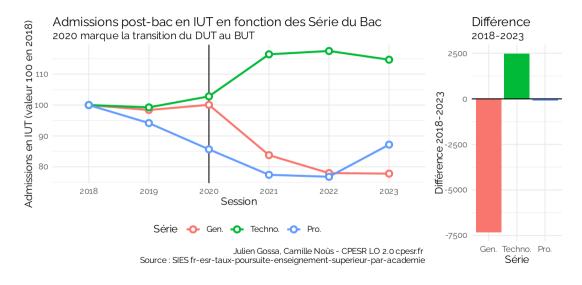
Julien Gossa, Camille Noûs - CPESR LO 2.0 cpesr.fr Source : SIES fr-esr-taux-poursuite-enseignement-superieur-par-academie

Parcoursup vs. Privé



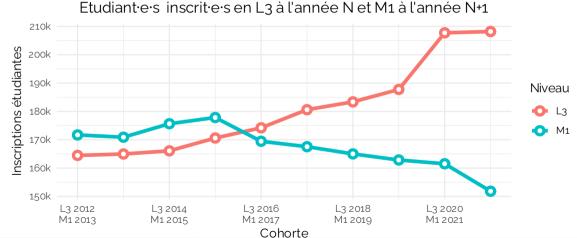
 $Source: EERS \ https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/FR/EESR17_ES_10/les_etudiants_dans_les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_1960_croissance_et_diversification/les_filieres_de_formation_depuis_formation_depui$

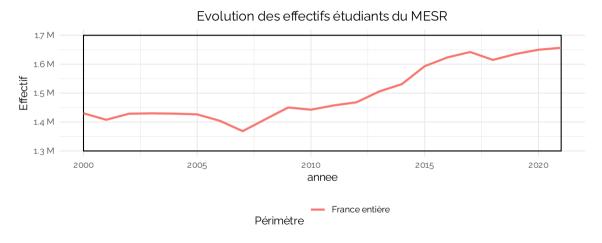
Parcoursup vs. IUT: Quotas / sillotage?



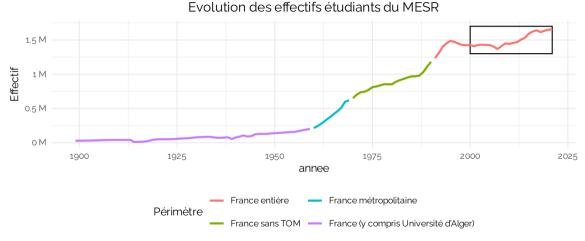
Réussite vs. Insertion Pro. : Bac, Licence, Master ?

La valeur des diplômes en question.

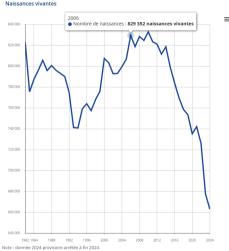




Julien Gossa et Kévin Hédé, Camille Noûs - CPESR LO 2.0 cpesr.fr Source : Données collectées par Kevin Hédé



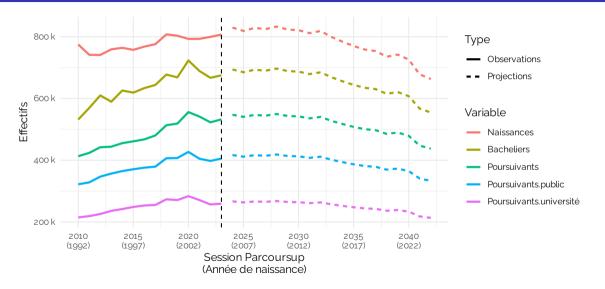
Julien Gossa et Kévin Hédé, Camille Noûs - CPESR LO 2.0 cpesr.fr Source : Données collectées par Kevin Hédé



Lecture : en 2024 663 000 enfants sont nés vivants.

Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.

Source : Insee, statistiques et estimations d'état civil.



Conclusion générale

- La crise budgétaire cache une crise de vocation de l'Université.
 - Le rôle historique défini après-guerre (massification + production scientifique) est révolu.
 - Le rôle défini au tournant du XXIe (insertion pro + Excellence) peine à faire sens.
- Les arguments traditionnels sont rendus inopérants
 - l'augmentation du nombre d'étudiants
 - le retour sur investissement
- En quelques années, le contexte est devenu extrêmement chaotique

Besoin urgent d'une refondation

Remise à plat et hiérarchisation des missions, avec mise en question de la production scientifique et de l'insertion professionnelle.

Possible question centrale

Comment centrer la production et la diffusion des connaissances universitaires sur les grandes crises, notamment écologiques ?

Réussite vs. Exigence : Le discours

"Il est temps d'assumer que les deux cycles llicence et masterl n'ont pas les mêmes missions et ne doivent donc pas être organisés de la même manière."

AEF info: Vous avez beaucoup parlé du premier cycle. Quelle est votre vision pour les niveaux master et doctorat ?

Anne-Sophie Barthez: Il est temps d'assumer que les deux cycles n'ont pas les mêmes missions et ne doivent donc pas être organisés de la même manière. Le premier cycle doit accueillir le plus

grand nombre d'étudiants, les faire réussir malgré la diversité des profils et jouer le jeu de l'ancrage territorial. Le master et le doctorat constituent en revanche des formations très largement irriguées par la recherche et pour lesquels l'exigence est de mise. C'est la raison

- Anne-Sophie Bartez, DGESIP, 2019
- Frédérique Vidal, MESR, 2021

https://www.aefinfo.fr/depeche/616359

https://www.lefigaro.fr/actualite-france/frederique-vidal-l-enjeu-est-de-preserver-le-taux-dinsertion-professionnelle-20210921



Frédérique Vidal: «L'enjeu est de préserver le taux d'insertion professionnelle»

Par Caroline Bever

Publié le 21 septembre 2021 à 19h36, mis à jour le 21 septembre 2021 à 19h36

Frédérique Vidal Master Université



Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Jego-Christophe MARMANA, e

ENTRETIEN - La ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé la création de 4400 places en master à l'université. Elle défend toutefois le maintien de l'exigence en master, garante d'une insertion professionnelle réussie.

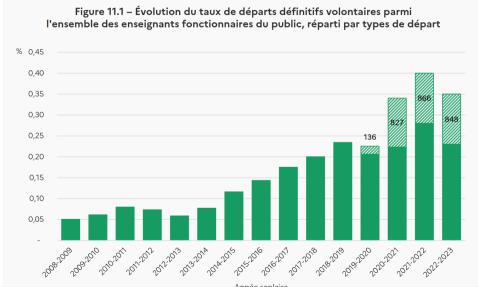
Impact sur les universitaires : Le moral des troupes

- Etudiants :
 - 1/4 besoin d'une aide alimentaire, 1/3 rencontre des difficultés financières
 - 1/3 renonce à des soins, 2/3 anxieux, 1/2 déprimé
- Personnels :
 - 160 000 vacataires, +20% de charge d'enseignement des titulaires en 10 ans
 - des taux de pression au concours qui dépassent 30
 - 1/2 conditions de travail en dégradation, 2/3 pessimistes
 - 2/3 absence de soutien, 1/10 se sent soutenu par France Universités, 1/20 par le MESR
 - 1/2 en capacité de faire le même travail jusqu'à la retraite, 1/3 ne le souhaite pas
- Crises :
 - 4/5 inquiétude face aux crises, 9/10 pour la crise écologique

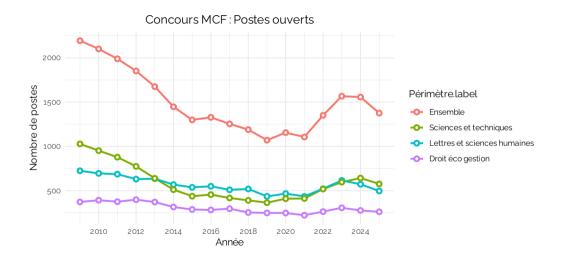
Enquêtes CPESR

- Baromètre : https://cpesr.fr/barometre-de-lesr/
- L'entrée dans la carrière des EC : https://cpesr.fr/lentree-dans-la-carriere-des-enseignants-chercheurs/

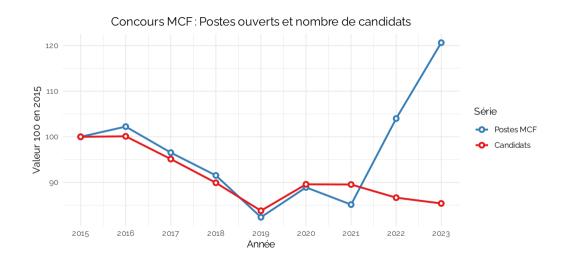
Impact sur les universitaires : Education Nationale



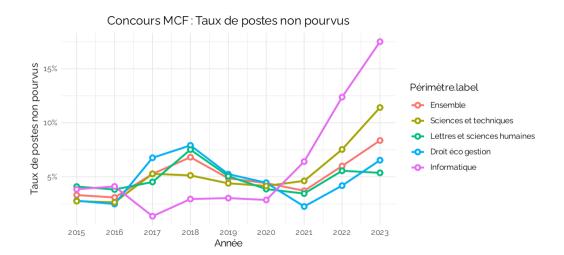
Impact sur les universitaires : Attractivité des carrières



Impact sur les universitaires : Attractivité des carrières



Impact sur les universitaires : Attractivité des carrières



Rémunérations vs. dotation : Le discours

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Sylvie Retailleau, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Monsieur le sénateur, nous suivons de très près et avec la plus grande attention la situation de l'ensemble des universités, qui - vous l'avez rappelé - sont confrontées à d'importants surcoûts. Le 12 juin dernier, mon collègue Stanislas Guerini a annoncé, pour l'ensemble de nos agents, des mesures de revalorisation salariale, ce dont nous pouvons nous réjouir.

En 2024, nous compenserons aux établissements au moins 50 % des surcoûts liés aux mesures qui portent sur le point d'indice. Je vous confirme par ailleurs que des compensations ciblées seront allouées aux plus fragiles d'entre eux. Nous porterons ainsi la compensation globale à hauteur de 60 %. Pour l'année 2023, la revalorisation du point d'indice sera compensée à hauteur globale de 70 % et profitera aux universités dans les semaines à venir.

Les données fournies par les établissements indiquent qu'au moins 1 milliard d'euros de leurs réserves financières sont libres d'emploi somme à mettre en regard avec un reste à charge sur les mesures salariales, qui devrait atteindre au maximum 150 millions d'euros sur l'année 2024. Ces réserves disponibles doivent donc permettre aux établissements d'absorber l'effort exceptionnel demandé - il doit rester exceptionnel -, sans renoncer aux investissements programmés ni à leurs recrutements.

• Sylvie Retailleau, Ministre ESR en 2023

Question orale n°0915S « Situation budgétaire des universités et particulièrement de Le Mans Université »

https://www.senat.fr/questions/base/2023/qSEQ23110915S.html